

GESTION COMPTABLE

EXAM BLANC 1

Exercice I : (4,5 points)

Le pétrole n'est pas en voie de disparition

La hausse massive et continue du prix du baril de pétrole ne ralentit pas la consommation. Au contraire, elle encourage les producteurs à exploiter d'immenses réserves de pétrole non encore exploitées, dont l'extraction est désormais rentable. En juillet 2011, suite à une flambée historique, où les cours avaient atteint 147 dollars, la facture pétrolière des pays consommateurs est passée à 5% du PIB, contre 4% en 2010.

Source : Alternatives internationales, Hors série n°11 – Juillet 2012

T.A.F. :

1. Identifier le type du marché selon l'objet (1 point)
2. Caractériser le marché du pétrole selon les critères suivants : offre, demande, prix (1,5 point)
3. Illustrer la loi de l'offre à partir du document (1 point)
4. Citer et expliquer une conséquence de l'augmentation de la facture pétrolière (1 point)

Exercice II: (6 points)

| Valeurs en millions de dh | 2012 | 2013 |
|--|---------|---------|
| Valeur ajoutée agricole | 110 575 | 132 465 |
| Valeur ajoutée non agricole | 657 155 | 666 940 |
| Valeurs ajoutées aux prix de base | ? | ? |
| Impôts nets des subventions | 59 767 | 73 386 |
| Produit Intérieur Brut (PIB) | ? | ? |
| Revenu de la propriété net en provenance de l'étranger | -27 760 | -24 126 |
| Transferts courants nets en provenance de l'étranger | 66 253 | 73 288 |
| Revenu National Brut (RNB) | ? | ? |
| Revenu National Brut Disponible (RNBD) | ? | ? |
| Epargne Nationale Brute (ENB) | 211 217 | 231 999 |
| Dépense de consommation finale (DCF) | ? | ? |

T . A . F . :

1. Compléter le tableau en justifiant (2 points)
2. Calculer le taux d'épargne en 2012 et 2013 (1 point)
3. Interpréter son évolution (1 point)
4. Calculer et interpréter la propension moyenne à consommer en 2013 (1 point)
5. Calculer et interpréter l'indice d'évolution du RNBD et du PIB en 2013 par rapport à 2012 (1 point)

Exercice III : (4 points)

TAUX DE CHÔMAGE

9,4% à fin septembre 2012

La population active croît plus rapidement que la création d'emplois

Les services continuent de soulager le marché du travail, l'industrie et le BTP suppriment des postes.

Le chômage des femmes s'établit à 10%.

Le Haut-Commissariat au plan vient de livrer son rapport sur la situation du marché de l'emploi au troisième trimestre 2012. Il en ressort qu'entre le troisième trimestre de l'année 2011 et la même période de 2012. 56 000 postes d'emploi ont été créés, résultat de 95 000 emplois créés et rémunérés et d'une perte de 39 000 emplois non rémunérés. Au final, ce sont un millions dix mille individus qui sont officiellement au chômage, soit 50 000 chômeurs de plus qu'en septembre 2011.

La croissance démographique reste toutefois élevée par rapport à la création d'emploi. En effet, l'accroissement de l'effectif des actifs au cours de cette période est de l'ordre de 106 000. En conséquence, le nombre de chômeurs a augmenté de 50 000 et le taux de chômage a enregistré une hausse de 0,5 point en milieu urbain (passant de 13,5 % à 14%) et de 0,1 point en milieu rural (de 4,1 % à 4,2 %). Au final, le taux de chômage au niveau national ressort à 9,4 % contre 9,1% lors de la précédente période

Source : (Texte adapté) Finances News Hebdo du 08/11/2012

T.A.F. :

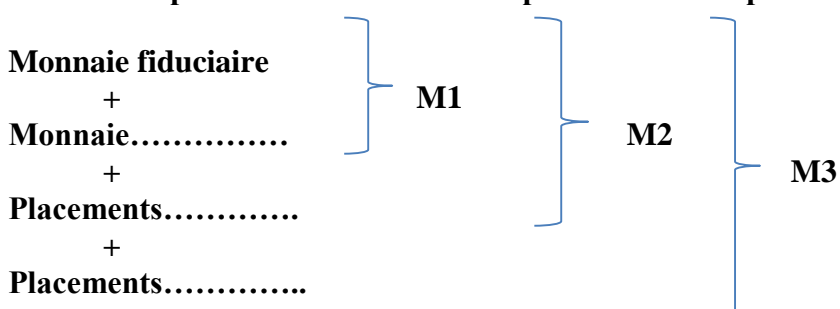
1. Identifier l'objet du marché (1 point)
2. Calculer la population active en septembre 2011. (1 point)
3. Calculer l'évolution en pourcentage de la population active en chômage entre 2011 et 2012. (1 point)
4. Relever deux caractéristiques du chômage au Maroc. (1 point)

Exercice IV : (3 points)

Dans une synthèse argumentée, analyser la situation du marché de travail au Maroc, à partir du document précédent et de vos connaissances.

Exercice V : (2,5 points)

1- Compléter le schéma suivant après l'avoir recopié :



2- Répondre par vrai ou faux en justifiant :

1. La politique économique conjoncturelle a pour objectif l'inflation
2. Le monopole est un marché réel
3. La monnaie fiduciaire correspond à la monnaie divisionnaire et à la monnaie scripturale
4. Une politique de stabilisation vise à lutter contre le chômage